

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

15 juillet 2019

PROPOSITION DE LOI

**portant modification de la loi
du 24 janvier 1977 relative à la protection
de la santé des consommateurs
en ce qui concerne les denrées alimentaires
et les autres produits, en ce qui concerne
la vente, le service et l'offre de boissons
et produits alcoolisés à des mineurs**

(déposée par MM. Egbert Lachaert
et Robby De Caluwé)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

15 juli 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wijziging van de wet van
24 januari 1977 betreffende de bescherming
van de gezondheid van de gebruikers
op het stuk van de voedingsmiddelen
en andere producten wat betreft
het verkopen, schenken en aanbieden van
alcoholhoudende dranken aan minderjarigen**

(ingediend door de heren Egbert Lachaert
en Robby De Caluwé)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à clarifier les conditions d'âge pour la vente de boissons alcoolisées. Et ce, pour toutes les personnes concernées: le consommateur, les vendeurs, les exploitants horeca et autres organisateurs d'événements ainsi que le service Inspection qui veille au respect de cette législation.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt duidelijkheid te scheppen omtrent de leeftijdsvoorwaarden bij verkoop van alcoholische dranken. Dit voor alle betrokkenen: de consument, de verkopers en horeca-uitbaters, verenigingen en andere organisatoren van evenementen alsook ten slotte de Inspectiedienst die toeziet op deze wetgeving.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3598/001.

La présente proposition de loi vise à clarifier les conditions d'âge pour la vente de boissons alcoolisées.

Le service inspection du Service public fédéral Santé publique, est en effet confronté, depuis de nombreuses années, à des problèmes sur le terrain concernant la vente d'alcool aux mineurs.

En effet, l'actuel article 6, § 6, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits manque de clarté. Le libellé de cet article ne permet pas de déterminer facilement si une boisson alcoolisée peut être consommée à partir de 16 ans ou à partir de 18 ans.

L'article fait référence à la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées. Sur la base d'un test réalisé dans un laboratoire, le Service public fédéral Finances attribue un code NC (nomenclature combinée) aux boissons. C'est cette classification (par code NC) qui est actuellement utilisée pour déterminer si une boisson est considérée comme une boisson spiritueuse, qui ne peut donc être consommée qu'à partir de 18 ans.

Pour les boissons classiques, aucun problème ne se pose. Mais pour les nouvelles boissons, souvent des pré-mixes, c'est plus problématique. Il revient dès lors au SPF Santé publique, de contacter le Service public fédéral Finances afin de savoir avec certitude si telle ou telle boisson alcoolisée est autorisée à partir de 16 ans ou à partir de 18 ans.

Cette façon de travailler n'est claire pour personne, ni pour le jeune, ni pour le secteur, ni pour le service inspection. C'est pourquoi il est nécessaire de clarifier la législation.

Les nombreuses infractions commises lors de soirées (pour jeunes) et événements démontrent que la réglementation actuelle n'est pas suffisamment claire. La frustration qui y est associée ne conduit pas à un meilleur respect des règles. C'est pourquoi le projet apporte la clarté voulue, ce qui permettra une plus grande compréhension et acceptation sur le terrain. Ce

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3598/001.

Dit voorstel van wet beoogt duidelijkheid te scheppen omtrent de leeftijdsvoorwaarden bij verkoop van alcoholische dranken.

De inspectiedienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid ervaart namelijk sedert vele jaren problemen op het terrein aangaande de verkoop van alcohol aan minderjarigen.

Immers, huidig artikel 6, § 6, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten mist duidelijkheid. De bewoording van het artikel laat niet toe eenvoudig te bepalen of een alcoholische drank vanaf 16 jaar of vanaf 18 jaar mag worden gedronken.

Het artikel verwijst naar de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken. Op basis van een labotest wordt door de Federale Overheidsdienst Financiën een GN-code (gecombineerde nomenclatuur) toegekend aan een drank. Het is die classificatie (via GN-code) die momenteel wordt gebruikt om te bepalen of een drank al dan niet als sterke drank, en dus pas vanaf 18 jaar mag gedronken worden is.

Voor de klassieke dranken stelt zich geen probleem. Maar voor nieuwe, vaak gemixte dranken is het moeilijker. Dit houdt in dat de FOD Volksgezondheid de FOD Financiën dient te contacteren om met zekerheid te kunnen zeggen of een bepaalde alcoholische drank toegelaten is vanaf 16 jaar dan wel vanaf 18 jaar.

Dergelijke werkwijze is voor niemand duidelijk, noch voor de jongere, noch voor de sector, noch voor de inspectiedienst. Vandaar dat er nood is om de wetgeving te verduidelijken.

De veelvuldige inbreuken bij (jongeren)fuiven en evenementen tonen aan dat de huidige regelgeving onvoldoende duidelijk is. De bijhorende frustratie leidt niet tot een betere naleving van de regels. Het ontwerp verschaft dan ook de gevraagde duidelijkheid, hetgeen meer begrip en aanvaarding op het terrein zal creëren. Dit leidt op haar beurt weer tot een betere toepassing

qui entraînera à son tour une meilleure application de la réglementation et, donc, une meilleure protection de la santé des jeunes et des mineurs.

L'objectif principal de ce projet est dès lors de créer un cadre cohérent pour la vente de boissons alcoolisées et grâce auquel on parviendra à un meilleur respect de la réglementation.

Le Conseil d'État estime que le projet original constitue un assouplissement, étant donné que la limite est fixée à 1,2 % en volume d'alcool (art. 2, § 6, 1°). Cependant, il ne s'agit en aucun cas d'un assouplissement ou d'un souhait de mettre certaines boissons alcoolisées à la disposition des jeunes de moins de 16 ans. Cette modification a été réalisée dans le but d'assurer une conformité avec la législation européenne relative à l'étiquetage de produits alimentaires.

Le règlement n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires impose la mention du titre alcoométrique volumique pour les boissons titrant un pourcentage supérieur à 1,2 %. En dessous de cette limite, le titre alcoométrique volumique ne doit pas être mentionné et il n'est donc pas possible de le retrouver sur l'étiquette.

Là encore, l'auteur considère qu'il est important que le cadre élaboré soit cohérent afin qu'il puisse être respecté.

Néanmoins, nous sommes également conscient de l'importance du signal et souhaite éviter toutes interprétations erronées. C'est pour cette raison que le texte est adapté et que l'on impose la limite de 0,5 %. Cela signifie que les boissons alcoolisées ne peuvent pas être servies ou offertes aux jeunes de moins de 18 ans (voir plus loin).

Les services d'inspection peuvent encore toujours intervenir s'il devait être question d'une consommation dont le taux d'alcool se situe entre 0,5 % – 1,2 %, (et ne devant donc pas être obligatoirement étiquetées) même si actuellement l'offre sur le marché de ce type de produits est très limitée, voire inexistante. Grâce à cette adaptation et au signal clair qui y est associé, nous estimons répondre à la crainte que cela puisse donner lieu à un assouplissement.

Dans son avis, le Conseil d'État se penche sur la distinction faite entre les différents types de boissons. Le traitement distinct de la bière et du vin, d'une part, face aux spiritueux et aux bières auxquels ont été ajoutés des spiritueux et/ou des arômes, d'autre part, est en premier lieu justifié par le titre alcoométrique supérieur de cette dernière catégorie par rapport à la bière ou au vin ainsi

van regelgeving en dus een betere bescherming van de gezondheid van jongeren en minderjarigen.

De belangrijkste doelstelling van dit ontwerp is dan ook om een coherent kader te scheppen voor de verkoop van alcoholhoudende dranken en door middel hiervan te komen tot een betere naleving van de regelgeving.

De Raad van State meent dat het oorspronkelijk ontwerp een versoepeling inhoudt gezien de grens op 1,2 % alcoholvolume wordt gezet (art. 2, § 6, 1°). Er werd echter geenszins een versoepeling beoogd en er is evenmin sprake van een wens om bepaalde alcoholhoudende dranken aan min 16-jarigen ter beschikking te stellen. Dit werd gewijzigd om conform te zijn met de Europese wetgeving op de etikettering van voedingsmiddelen.

De verordening nr. 1169/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de verstrekking van voedselinformatie aan consumenten, legt de vermelding op van het alcoholvolumegehalte voor dranken met een percentage hoger dan 1,2 %. Onder deze limiet moet het alcoholvolumegehalte niet vermeld worden en is het dus niet mogelijk dit te kennen via het etiket.

Ook hier is de opsteller van mening dat coherentie van het ontworpen kader belangrijk is voor de naleving.

Niettemin beseffen wij ook het belang van de signaal-functie en wilt hij alle mogelijk verkeerde interpretaties vermijden. Daarom wordt de tekst aangepast en wordt gewerkt met de grens van 0,5 %. Dat betekent dat alcoholische dranken niet geserveerd of geschonken mogen worden aan min 18-jarigen (zie verder).

De inspectiediensten kunnen nog steeds optreden indien er sprake zou zijn van een consumptie waarvan het alcoholpercentage tussen de 0,5 % – 1,2 % ligt (en dus niet verplicht geëtiketteerd moet worden), zelfs al blijkt hier momenteel geen of een zeer miniem markt-aanbod voor te bestaan. Met deze aanpassing en het duidelijk daaraan verbonden signaal menen wij een antwoord te bieden op de vrees dat er een versoepeling zou plaatsvinden.

De Raad van State gaat in zijn advies in op het gemaakte onderscheid tussen verschillende soorten dranken. De onderscheiden behandeling van bier en wijn enerzijds tegenover gedestilleerde dranken en bieren waaraan gedestilleerde dranken en/of aroma's zijn toegevoegd anderzijds is in de eerste plaats verantwoord door het hogere alcoholgehalte van deze laatste categorie

que le fait que la quantité de consommation de spiritueux est souvent supérieure. Il va de soi que des doses plus élevées d'alcool sont plus nocives pour la santé.

Bien entendu, le but n'est pas de renforcer ainsi la popularité de la bière et du vin, contrairement à ce que suggère le Conseil d'État. L'objectif est en revanche de créer un cadre clair qui puisse être appliqué de manière correcte, ce qui contribuera à son respect et partant, sera bénéfique pour la santé publique.

La différence de traitement est donc directement dictée par une préoccupation de santé publique. Le Conseil d'État néglige injustement cet objectif stratégique.

Ce projet de loi fixe une interdiction de principe en ce qui concerne la vente, le service et l'offre de boissons alcoolisées aux personnes de moins de 18 ans.

Une dérogation à ce principe est prévue. La bière et le vin (en ce compris le vin mousseux) sont autorisés à partir de 16 ans.

Afin de pouvoir déterminer si une boisson est permise ou non à partir de 16 ans, des définitions ont été établies pour la bière, le vin et les spiritueux.

La définition de la bière est inspirée d'une définition existante de l'arrêté royal du 31 mars 1993 concernant la bière. Elle a été adaptée afin que les boissons suivantes soient interdites aux jeunes de moins de 18 ans:

— les pré-mixes à base de bière, auxquels une boisson spiritueuse ou un arôme de boisson spiritueuse a été ajouté;

— les bières étiquetées, présentées ou commercialisées en faisant référence à une boisson spiritueuse. Ex. la Cubanisto, la Desperados et la Kasteel rouge.

Les pré-mixes à base de bière auxquels ont été ajoutés des arômes de fruits ou une boisson ou un produit non alcoolisés sont permis à partir de 16 ans. Ceci ressort de la définition de bière. Ex. la Maes Radler, le mazout et la Kriek.

La définition du vin est également inspirée d'une définition existante provenant du règlement 1308/2013/UE. Du fait que la définition contient le mot "exclusivement", les pré-mixes à base de vin sont seulement autorisés à partir de 18 ans. Ex. le Vivaro Rouge Fraise, vin chaud, la sangria et le Bacardi Breezer, Eristoff.

tegenover bier of wijn en het feit dat de consumptiehoeveelheid van gedestilleerde dranken vaak hoger ligt. Het spreekt voor zich dat hogere dosissen alcohol en hogere consumptiehoeveelheden schadelijker zijn voor de gezondheid.

Uiteraard is het niet de bedoeling om op deze wijze bier en wijn populairder te maken, zoals de Raad van State suggereert. De bedoeling is daarentegen om een duidelijk en correct afdwingbaar kader te creëren, hetgeen de naleving en dus de volksgezondheid ten goede komt.

Het verschil in behandeling is dan ook rechtstreeks ingegeven door een bekommernis om de volksgezondheid. De Raad van State gaat onterecht voorbij aan deze beleidsdoelstelling.

Dit wetsontwerp fixeert een principiële verbod voor het verkopen, schenken of aanbieden van alcoholische dranken aan personen jonger dan 18 jaar.

Hierop is een uitzondering. Bier en wijn (met inbegrip van mousserende wijn) zijn toegelaten vanaf 16 jaar.

Teneinde te kunnen bepalen of een drank toegelaten is vanaf 16 jaar of niet, zijn er definities opgesteld van bier, wijn en van sterke drank.

De definitie van bier is geïnspireerd op een bestaande definitie uit het koninklijk besluit van 31 maart 1993 betreffende bier. Ze werd aangepast zodat de volgende dranken verboden zijn voor jongeren onder 18 jaar:

— pre-mixen op basis van bier waaraan een (aroma van) sterke drank werd toegevoegd;

— bieren die worden geëtiketteerd, voorgesteld of gecommercialiseerd met een verwijzing naar sterke drank. Bv. Cubanisto, Desperados, Kasteel Rouge.

Pre-mixen op basis van bier waaraan een fruitaroma of een ander niet-alcoholisch product of drank wordt aan toegevoegd, zijn toegelaten vanaf 16 jaar. Dit volgt uit de definitie van bier. Bv. Maes Radler, Mazout, Kriek.

De definitie van wijn is eveneens geïnspireerd op een bestaande definitie uit de verordening 1308/2013/EU. Doordat de definitie het woord "uitsluitend" bevat, zijn premixen op basis van wijn, waaraan andere dranken of producten aan toegevoegd worden, pas toegelaten vanaf 18 jaar. Bv. Vivaro Rood Aardbei, gluhwein, sangria en Bacardi Breezer, Eristoff.

Les boissons spiritueuses et toutes les autres boissons alcoolisées qui ne relèvent pas de la dérogation prévue, sont interdites à la vente aux jeunes de moins de 18 ans.

Le présent projet reprend la disposition qui prévoit que le responsable pour le compte duquel la boisson a été vendue, servie ou offerte peut être tenu civilement responsable. Dans son avis n° 64.786/3 du 27 décembre 2018, le Conseil d'État estime que cet élément doit être clarifié. La disposition n'est cependant pas neuve. Elle avait déjà été ajoutée en 2016 parce le service d'inspection était parfois confronté à des situations où il ne lui était pas possible de verbaliser la bonne personne. En ajoutant cette disposition, un responsable, bénéficiaire des revenus, peut être tenu civilement responsable s'il devait apparaître qu'il n'a fait aucun effort pour faire respecter la législation (par ex. en informant au sujet de la législation). Jusqu'à présent, cette disposition n'a pas encore suscité de discussions. Les contrôleurs et les inspecteurs du service d'inspection sont en effet tenus d'étoffer leurs procès-verbaux et d'indiquer clairement la raison qui les amène à verbaliser une personne.

Le contrôle de l'application de cette législation est de la compétence du service inspection produits de la consommation du SPF Santé publique, ainsi que de la police. Cependant, au quotidien, il revient aux personnes qui vendent, servent ou offrent des boissons ou produits alcoolisés de vérifier que le consommateur qui reçoit cette boisson ou ce produit a bien l'âge légal prévu par cette législation. C'est la raison pour laquelle il est prévu qu'il peut être demandé une preuve d'âge à toute personne qui entend acheter ou consommer de l'alcool. En pratique, cela signifie que si le caissier, serveur, commerçant, ... veut s'assurer de l'âge de cette personne, généralement en cas de doute, celui-ci peut alors demander à voir une preuve valable de l'âge. En cas de refus d'apporter cette preuve, le commerçant peut refuser de fournir de l'alcool afin d'éviter une possible infraction.

Sterke dranken en elke andere drank die niet onder de bepaalde uitzonderingen vallen, zijn verboden voor verkoop aan jongeren jonger dan 18 jaar.

Dit ontwerp herneemt de bepaling die de verantwoordelijke voor wiens rekening de drank werd verkocht, geserveerd of aangeboden aansprakelijk kan worden gesteld. In haar advies nr. 64.786/3 van 27 december 2018 meent de Raad van State dat dit verduidelijkt dient te worden. De bepaling is echter niet nieuw. Ze werd reeds toegevoegd in 2016 omdat de inspectiedienst werd geconfronteerd met situaties waarin ze niet de juiste persoon kon verbaliseren. Door deze bepaling toe te voegen, kan een verantwoordelijke, voor wie de inkomsten zijn, aansprakelijk gesteld worden indien zou blijken dat die geen enkele moeite heeft gedaan om de wetgeving te laten respecteren (bv. door het informeren over de wetgeving). Tot op heden heeft deze bepaling nog niet voor discussies gezorgd. De controleurs en inspecteurs van de inspectiedienst zijn immers gehouden om hun proces-verbaal te stofferen en duidelijk te maken waarom ze iemand verbaliseren.

De controle van de toepassing van deze wetgeving is een bevoegdheid van de inspectiedienst consumptieproducten van de FOD Volksgezondheid, alsook van de politie. Evenwel komt het er in het dagelijks leven op neer dat de personen die alcoholische dranken of producten verkopen, serveren of aanbieden verifiëren of de consument die die drank of dat product ontvangt, wel de door deze wetgeving bepaalde vereiste leeftijd heeft. Om die reden wordt bepaald dat een leeftijdsbewijs mag worden gevraagd van elke persoon die alcohol wil kopen of consumeren. In de praktijk betekent dit dat een kassier, een schenker, een handelaar, ... die zich wil verzekeren van de leeftijd van die persoon, vaak in geval van twijfel, dat die een geldig bewijs van leeftijd mag vragen. In het geval het tonen van een leeftijdsbewijs geweigerd wordt, kan de handelaar weigeren alcohol te geven om een mogelijke inbreuk te vermijden.

Egbert LACHAERT (Open Vld)
Robby DE CALUWÉ (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 1^{er} de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2016, est complété par les 5°, 6° et 7° rédigés comme suit:

“5° Bière: la boisson, obtenue après fermentation alcoolique d'un moût préparé essentiellement à partir de matières premières amylacées et sucrées dont au moins 60 % de malt d'orge ou de froment, ainsi qu'à partir de houblon, éventuellement sous une forme transformée, et d'eau de brassage et à laquelle n'a pas été ajoutée une boisson spiritueuse, ni un arôme de boisson spiritueuse.

6° Vin: le produit obtenu exclusivement par la fermentation alcoolique, totale ou partielle, de raisins frais, foulés ou non, ou de moûts de raisins.

7° Boisson spiritueuse: la boisson alcoolique destinée à la consommation humaine et ayant été produite directement soit:

- a) par distillation, en présence ou non d'arômes, de produits fermentés naturellement;
- b) par macération ou par un traitement similaire de matériels végétaux dans de l'alcool éthylique;
- c) par addition d'arômes, de sucres ou d'autres produits édulcorants, et/ou d'autres produits agricoles et/ou de denrées alimentaires à de l'alcool éthylique.”

Art. 3

Dans l'article 6 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2016, le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“§ 6. Il est interdit de vendre, de servir ou d'offrir toute boisson ou produit ayant un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5 % vol aux jeunes de moins de dix-huit ans. Le responsable pour le compte duquel cette boisson ou ce produit a été vendu, servi ou offert peut également

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 1 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016, wordt aangevuld met de bepalingen onder 5°, 6° en 7°, luidende:

“5° Bier: de drank verkregen na alcoholische gisting van een wort hoofdzakelijk bereid uit zetmeel- en suikerhoudende grondstoffen, waarvan tenminste 60 % gerst- of tarwemout, alsmede hop, eventueel in verwerkte vorm, en brouwwater, en waaraan geen gedistilleerde drank, noch een aroma van een gedistilleerde drank is toegevoegd.

6° Wijn: het product dat uitsluitend wordt verkregen door gehele of gedeeltelijke alcoholische vergisting van al dan niet gekneusde verse druiven of van druivenmost.

7° Gedistilleerde drank: een alcoholhoudende drank die bestemd is voor menselijke consumptie en die geproduceerd wordt door:

- a) de distillatie van op natuurlijke wijze gegiste producten, al dan niet met toegevoegde aroma's;
- b) de maceratie of soortgelijke bewerkingen van plantaardige materialen in ethylalcohol;
- c) de toevoeging van aroma's, suikers of andere zoetstoffen, en/of landbouwproducten en/of voedingsmiddelen aan ethylalcohol.”

Art. 3

In artikel 6 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2016, wordt paragraaf 6 vervangen als volgt:

“§ 6. Het is verboden om elke drank of product waarvan het effectief alcoholvolumegehalte hoger is dan 0,5 % vol, te verkopen, te schenken of aan te bieden aan minachtienjarigen. De verantwoordelijke voor wiens rekening deze drank of dit product werd verkocht, geserveerd

être tenu responsable en cas de non-respect de cette interdiction. Il peut être exigé de toute personne qui entend acheter ou consommer des boissons ou d'autres produits à base d'alcool de prouver qu'elle a atteint l'âge de dix-huit ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les bières et vins peuvent être vendus, servis ou offerts aux personnes de plus de seize ans. L'étiquetage et les actions commerciales relatives aux bières et vins ne font aucune référence à une boisson spiritueuse.

Toute personne qui entend acheter ou consommer de la bière ou du vin peut se voir demander par le vendeur ou la personne qui propose les boissons alcoolisées de fournir une preuve de son âge en vue de prouver qu'elle a atteint l'âge de seize ans.”.

15 juillet 2019

of aangeboden, kan eveneens aansprakelijk worden gesteld in geval van niet-naleving van dit verbod. Van elke persoon, die dranken of andere producten op basis van alcohol wil kopen of nuttigen, mag worden gevraagd aan te tonen dat hij of zij ouder is dan achttien.

In afwijking van het eerste lid mogen bieren en wijnen verkocht, geserveerd of aangeboden worden aan pluszestienjarigen. De etikettering of de commerciële acties rond bieren en wijnen maken geen enkele verwijzing naar een gedistilleerde drank.

Van elke persoon, die bier of wijn wil kopen of nuttigen, mag een leeftijdsbewijs worden gevraagd door de verkoper of aanbieder om aan te tonen dat hij of zij ouder is dan 16.”.

15 juli 2019

Egbert LACHAERT (Open Vld)
Robby DE CALUWÉ (Open Vld)